

Article de **Laurent Theis**, paru le 10/06/2010 dans le N°1968 de « **Le Point** »

**1830-1962**

## Pieds-noirs, la mémoire dans la peau

**Désarroi. En 1962, ils durent quitter leur terre. Sans comprendre pourquoi.**

«Qui n'a pas connu l'Ancien Régime, aurait dit Talleyrand, ne sait pas ce qu'est la douceur de vivre. » Il est impossible de s'exprimer tout à fait sur les Européens d'Algérie sans tenir compte de cette dimension : en dépit des difficultés de toutes sortes, le bonheur d'exister, la lumière, la chaleur, les odeurs, les bruits, tout ce qui faisait la vie de « là-bas », qui a disparu et qui laisse inconsolé. De sorte qu'il est difficile, aujourd'hui encore, de faire coexister une mémoire passionnelle et une histoire raisonnée. L'histoire des pieds-noirs, avant même que soient surnommés ainsi, à partir de 1955, les Européens d'Algérie, apparaît pourtant courte et simple. Elle tiendrait en deux dates, l'arrivée en 1830 et le départ en 1962. De l'une à l'autre, la mise en valeur d'un pays magnifique par des hommes courageux, pour le plus grand bien de toutes les populations et le rayonnement de la France. Tout n'est pas faux dans ce raccourci, qui, pour beaucoup de pieds-noirs, tient lieu de viatique. Mais leur propre destinée n'a pas été si idyllique. En effet, la prise de possession de l'Algérie par la France a été longtemps chaotique. C'est que le succès même de la colonisation était loin d'être flagrant. En 1848, on comptait environ 115 000 immigrants, un peu moins que de militaires, tant la conquête était rude, et parmi eux les étrangers étaient majoritaires. Beaucoup, en particulier les 15 000 « ouvriers parisiens » recrutés en octobre 1848 et les 6 000 républicains expédiés après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, ignoraient tout de l'agriculture et furent livrés à eux-mêmes dans un environnement hostile. Les abandons furent nombreux, et les 2 200 familles alsaciennes arrivées en 1871, si souvent célébrées, ne s'en sortirent guère mieux. De 1836 à 1856, les décès, 87 000, l'emportent sur les naissances, 75 000, dans la population européenne, principalement à cause des épidémies. La grande crise de 1866-1868, qui commence par une invasion géante de criquets et se continue par le choléra et le typhus, provoque des ravages. Le banditisme est endémique et les soulèvements indigènes fréquents, celui de Mokrani, en 1871, étant le plus impressionnant. Jusqu'en 1880, les trois départements vivent ou végètent, une grande partie des Européens souffre et parfois se décourage. L'espoir caressé depuis trente ans de peupler densément le pays ne s'est pas réalisé. Mais désormais la colonie européenne d'Algérie est en marche. La loi du 28 juin 1889 confère la nationalité française à tous les Européens qui sont nés en Algérie de parents étrangers, c'est-à-dire principalement

Espagnols, Maltais et Italiens. Désormais, les natifs d'Algérie sont plus nombreux que les immigrants, et cette population vit à 65 % dans les villes, davantage qu'en métropole. Cette tendance ne cessera pas de s'accroître, et les pieds-noirs, en dépit des images de carte postale, sont d'abord des fonctionnaires, des artisans, des commerçants, des salariés de l'hôtellerie-restauration, car le tourisme prend son essor. Si bigarrée soit-elle, la collectivité française développe une conscience particulariste qui conduit certains éléments à réclamer l'autonomie, voire davantage. Dans les années 1890 fleurit ainsi un slogan qu'on entendra soixante plus tard dans d'autres bouches : « L'Algérie aux Algériens ! » Le centenaire, en 1930, est l'occasion d'un bilan matériel et moral sans doute grandiloquent, mais non dépourvu de réalité. Si le réseau de chemin de fer laissera toujours à désirer, des routes, des ponts, de grands ports actifs - celui d'Alger se classe juste après Marseille - ont été construits. Dans les grandes villes, un urbanisme moderne dessine un cadre de vie séduisant, avec activités associatives, sportives et artistiques dynamiques. Dans le bled, plus de 700 villages sont sortis de terre en un siècle, avec église, mairie et école à l'image de la province française. Le colonat européen possède et exploite 2,35 millions d'hectares, soit près d'un quart, et le plus fertile, de la surface totale du pays, sans trop songer que les indigènes, ces autres Algériens réputés français, ont été dépossédés, d'une manière ou d'une autre, de 40 % de leurs terres depuis la conquête. Des vergers, dont certains voués depuis 1900 à la clémentine, inventée par le frère Clément, jardinier de l'orphelinat catholique de Misserghin, surtout des vignes à perte de vue, des champs de blé et de tabac, acclimatés grâce à la technique du dry-farming, témoignent de l'œuvre accomplie. Amédée Froger, maire inamovible de Boufarik, la « perle de la Mitidja », peut réciter un credo largement partagé devant le monument élevé « à la gloire de la colonisation française » : « Alentour, c'était le marécage, c'était la solitude, c'était la brousse, c'était la fièvre, c'était la nuit, c'était la mort. Au milieu de ce chaos, les Français vinrent... »

**Crispations** . Les Européens sont en effet à présent 800 000, urbains à près des trois quarts. Leur thuriféraire Augustin Bernard leur renvoie une image flatteuse : « Ce nouveau peuple est doué de belles qualités physiques et morales. La race est vigoureuse et saine, trempée par le rude climat. L'Algérien est intelligent, énergique, audacieux. Il a, plus que le Français de la métropole, le goût du risque. » Le président de la République Doumergue est venu lui-même dire aux pieds-noirs que la France est fière d'eux et qu'ils sont ici chez eux pour toujours. Pourquoi ne le croiraient-ils pas ? Ils en ont d'autant plus besoin que, en partie grâce à eux, la population musulmane a augmenté dans des proportions bien plus fortes depuis quarante ans. « "Ils" sont désormais huit fois plus nombreux que "nous". » Si les rapports personnels ne sont pas forcément mauvais, la crainte de la masse, chez les Européens, est latente. Tout doit être fait pour éviter la submersion, qui commencerait par

l'extension des droits civiques. Napoléon III était stigmatisé comme «empereur des Arabes», l'ancien gouverneur général Viollette, pour un projet bien modeste d'attribution de la citoyenneté à quelques élites, devient « Viollette l'Arabe », tout comme, en 1947, un gouverneur général décidé à appliquer le statut voté par le Parlement est affublé du sobriquet de « Chataigneau ben Mohammed » et écarté. Représentés par des magnats immensément riches qui ne leur ressemblent pas, les Blachette, Borgeaud, Schiaffino, Sérigny, les pieds-noirs, en grande majorité petites gens et certains même miséreux, se crispent dans le statu quo, toute réforme étant toujours déclarée prématurée. Cet état d'esprit sudiste veut que ce qui est vaillable pour l'éternité, puisque chacun, pense-t-on, y trouve son compte. De plus, la participation décisive des Algériens à la libération de la France garantit à leurs yeux leur légitimité. Le réveil est d'autant plus douloureux. Il commence par le massacre de Sétif le 8 mai 1945. La rupture entre les deux sociétés algériennes s'amorce au couteau. En métropole, on a tendance à considérer que la gloire de l'Empire coûte cher, la métropole comblant le déficit grandissant du budget algérien et prenant désormais en charge la plupart des investissements. La guerre déclenchée en 1954 augmente prodigieusement la dépense, et la mobilisation du contingent n'améliore pas l'image des pieds-noirs, maintenant considérés comme exploités, profiteurs et, de plus, se plaignant d'être abandonnés et mal-aimés par la nation qui, en réalité, les porte à bout de bras. Face au terrorisme du FLN, qui déchaîne l'horreur à Philippeville et El-Alia en août 1955, puis à Alger même en septembre 1956, leur salut dépend de plus en plus de l'armée, qui est loin de leur être acquise. Si la soudaine « fraternisation » franco-musulmane du 16 mai 1958 et le prodigieux « Je vous ai compris ! » lancé le 4 juin par de Gaulle aux perpétuels incompris d'Alger ramènent un sentiment d'espoir, le processus de séparation est en marche dès la fin de l'année. Pris entre deux feux, celui, meurtrier et violemment réprimé de l'insurrection nationaliste, et celui de la politique du Général qu'on croyait acquis à l'Algérie française, les pieds-noirs, dans les villes et d'abord à Alger, ne savent plus à qui se vouer, après l'échec de la semaine des barricades en janvier 1960, puis du putsch des généraux en avril 1961. Ni l'armée, ni la métropole, ni non plus la masse musulmane n'ont « basculé », comme on disait, en faveur de l'Algérie française. Vient alors le temps des activistes du désespoir, avec la création de l'Organisation armée secrète (OAS), où se retrouvent soldats perdus, étudiants déjantés et professions libérales exaltées, une bonne partie de la population européenne accompagnant le mouvement terroriste de sa cotisation et de concerts de casseroles.

**Les réprouvés.** Mais, en dirigeant ses coups contre les soldats loyaux et en frappant en métropole, l'OAS scelle sa perte et précipite le départ massif des pieds noirs, victimes d'autre part d'enlèvements et d'assassinats de la part d'indépendantistes algériens qui, en effet, sont parvenus à leurs fins en mars 1962. De novembre 1954 à mars 1962, le nombre de victimes

civiles européennes s'est élevé à 2 788 morts, 7 541 blessés et 875 disparus. Après l'indépendance, entre avril 1962 et le début de 1963, plus de 3 000 pieds noirs, qui avaient choisi de rester ou n'avaient pas réussi à partir, sont enlevés, et les deux tiers ne réapparaîtront pas. En 1957, Raymond Aron avait suggéré d'inscrire une grosse dotation budgétaire pour financer le rapatriement prévisible des pieds-noirs. L'ancien gouverneur général Soustelle avait répondu : « On ne rapatrie pas en métropole des gens qui sont nés en Algérie, dont les pères, les grands-pères et les arrière-grands-pères y sont nés et reposent de leur dernier sommeil. » Las ! En quelques semaines du printemps 1962, 800 000 de ces gens furent dans les pires conditions leur seconde patrie pour une autre qu'ils ne connaissent souvent pas et qui leur fait triste accueil. Leur écoeurement d'avoir été lâchés par les autorités et par les métropolitains n'était pas infondé, pour une raison simple : après avoir incarné le fleuron de l'Empire français, ce qui justifiait leur existence et leurs exigences, ils ne servaient plus à rien. Les colons glorieux étaient devenus des rapatriés réprouvés, avec leurs seuls souvenirs pour envelopper leur deuil.